

# FLASH CSEC

## ORIENTATIONS STRATÉGIQUES : BEAUCOUP DE BULLSHIT !

La direction a présenté en CSEC les « orientations stratégiques » des différentes entités de l'UES Capgemini : Invent, Corporate, Infra (dit CIS par la direction), Ingénierie (dit ER&D), Appli. Et même décliné en sous-entités, puisqu'il n'y a pas moins de 5 documents pour les « orientations stratégiques » du périmètre Appli, Apps (Application Services), FS (Financial Services), Shared Services, Sogeti et I&D (Insights Data) : bon courage aux membres du CSEC Appli.

Les documents présentés par la direction ont des formats et des contenus différents. Par exemple certains fournissent des prévisions sur 3 ans, d'autres seulement sur l'année 2024. Et enfin beaucoup ne donnent pas de chiffres, ce qui est un excellent moyen pour ne pas se tromper !

Au niveau des résultats économiques, seuls Infra et Sogeti se lancent dans des prévisions chiffrées pour 2024 : Infra anticipe une progression de 1,2 % de son chiffre d'affaires (après 2 % en 2023) et de 2,2 point de son taux de profitabilité (après une baisse de 1,6 points en 2023), Sogeti anticipe une progression de 4,5 % de son chiffre d'affaires (après 1 % en 2023) et de 1,2 point de

son taux de profitabilité. Ingénierie et FS se projettent sur 2027 : Ingénierie ambitionne une hausse de 35 % de son chiffre d'affaires d'ici 2027 (après 10 % en 2023), tandis que FS prévoit une croissance « ambitieuse », c'est-à-dire supérieure à celle du marché, d'ici à 2027, mais sans fournir de chiffres.



Au niveau « people » (sic) comme dit la direction, comprenez les effectifs, tout le monde y va de ses perspectives de recrutement pour 2024 : 280 pour I&D, 420 pour FS, 500 pour Invent, 700 pour Ingénierie, 800 pour Infra, 1140 pour Sogeti, 2080 pour Apps... soit au total 5900 recrutements prévus, ce qui représente 1/5 des salarié-es de l'UES. Mais combien y aura-t-il de départs de salarié-es ? En cumulant les prévisions des différentes entités pour fin 2024, hors Invent qui se n'est pas aventuré à donner de chiffre, on arrive péniblement à 820 salarié-es supplémentaires fin 2024, ce qui représente une hausse de seulement 3 % des

effectifs. Tout ça pour ça. Et ce n'est qu'une prévision, il est à craindre que le résultat final soit bien en dessous.

(cf : tract "Info ou intox" de mai 2024)

Si non, il y a des anglicismes à la pelle, que la direction ne prend pas la peine de traduire. De plus, des éléments reviennent dans beaucoup de documents : sustainability,

générative IA, mise en œuvre de GTM-Replicon, etc. Une forte « orientation stratégique » peut être résumée sans rire par : « on se renforce sur les comptes où on est leader et on se développe sur les comptes où on n'est pas leader ». Et dire

que des cadres dirigeants de l'entreprise sont payés très cher pour produire de tels concepts.

Une élue CGT demande : quelles sont les « orientations stratégiques » de l'entreprise au niveau de l'UES. La direction répond qu'il n'y en a pas au niveau de l'UES (France), qu'il y en a au niveau du groupe (monde). Cette élue CGT demande alors que la direction présente en CSEC les « orientations stratégiques » du groupe. La direction refuse, expliquant que cela ne fait pas partie du périmètre du CSEC : encore un bel exemple de dialogue social de la part de la direction !

# FLASH CSEC

## Séisme annoncé sur la « plaque toulousaine »

La direction a présenté un méga-projet immobilier sur Toulouse : fermeture de 3 sites, Aeropark qui est partagé entre Ingénierie et Infra, Mesplé qui est un site 100 % Infra, Claude-Marie Perroud qui est partagé entre Appli, Infra et Ingénierie, ce qui représente une diminution de la surface de bureau de 26 % et une réduction du nombre de postes de travail de 28 %. Cela impacte plus de 1600 salarié-es, qui vont être transféré-es vers les sites existants de Eisenhower, Take Off et Synapse, sans compter les salarié-es, dont la direction est incapable d'évaluer le nombre, qui vont changer d'étage à l'intérieur de ces sites.

Comme d'habitude, la direction le justifie par des taux d'occupation moyens « faibles ». Or une moyenne en terme d'occupation, cela ne veut pas dire grand-chose, ce sont les pics de fréquentation qui comptent. La direction projette un taux de flex office global de l'ordre de 1 poste de travail pour 2 salarié-es résident-es, sans tenir compte des salarié-es qui sont en clientèle et qui peuvent revenir sur leur site de rattachement. A comparer avec le taux de flex office des sites qui vont fermer : plus de postes de travail que de salarié-es résident-es à Aeropark et à Marie-Claude Perroud, de l'ordre de 2 postes de travail pour 3 salarié-es résident-es à Mesplé. Les conditions de travail des 1160 salarié-es actuellement présent-es sur ces 3 sites vont se dégrader énormément.



La direction avance différents enjeux. Un premier enjeu est de regrouper dans les mêmes bâtiments les salarié-es Apps (Appli) et Ingénierie qui sont actuellement sur des sites différents et qui travaillent sur des mêmes projets. Doit-on en déduire que les 548 salarié-es Infra qui seront transféré-es de Mesplé et de Claude-Marie Perroud vers Eisenhower sont des victimes collatérales ? Un 2e enjeu est parait-il de réduire l'empreinte carbone.

Mais alors pourquoi fermer le bâtiment Claude-Marie Perroud qui est l'un des moins énergivores et pourquoi garder le plus gros site toulousain, Eisenhower, qui a un mauvais diagnostic de performance énergétique à E ; sans compter que Eisenhower est nettement moins bien desservi par les transports en commun, contraignant sans doute une bonne partie du millier de salarié-es qui y vont être transféré-es à prendre leur voiture. Le principal enjeu, que la direction se garde bien de mettre en avant, est bien sûr économique : une réduction des coûts immobiliers de plus de 3 millions d'euros par an !

Le CSEC a unanimement décidé de recourir à une expertise pour l'aider à analyser les tenants et les aboutissants de ce méga-projet immobilier. La direction a découpé la consultation du CSEC en 2 parties, une première sur la résiliation des baux immobiliers, une seconde, ultérieure, sur le déménagement. Cela n'a pas de sens de prononcer sur la fermeture des sites, indépendamment des conditions dans lesquelles le déménagement des 1600 salarié-es et l'aménagement des sites cibles pourraient se passer. Pourtant, la majorité du CSEC a accepté de se soumettre au diktat de la direction. Sans attendre le rapport d'expertise, qui sera bientôt disponible, elle a rendu un avis partiel qui de fait avalise le projet de la direction de fermeture des 3 sites.

**REJOINDRE LA CGT**

**#ONESTLACGT**  
**LACGTCAP.ORG**



[lacgtcap.org](http://lacgtcap.org) / [contact@cgt-capgemini.fr](mailto:contact@cgt-capgemini.fr)

[@cgtcapgemini](https://www.instagram.com/cgtcapgemini)

[@CGT\\_Capgemini](https://twitter.com/CGT_Capgemini)

[linkedin.com/company/syndicat-cgt-capgemini](https://www.linkedin.com/company/syndicat-cgt-capgemini)

[LAcgt Capgemini](https://www.facebook.com/LAcgt-Capgemini)